

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/L/358  
16 juin 2000

(00-2420)

Original: anglais

## RÉUNION DES MINISTRES DE L'APEC CHARGÉS DU COMMERCE Darwin, Australie, 6 et 7 juin 2000

### Communication de l'Australie

La Mission permanente de l'Australie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 13 juin 2000, en demandant qu'elle soit distribuée aux Membres.

### Déclaration de la Présidence

1. Nous nous sommes réunis ici à Darwin (Australie) pour débattre des questions essentielles en matière de politique commerciale régionale et multilatérale auxquelles, en tant que Ministres de l'APEC chargés du commerce, nous sommes collectivement confrontés. Notre point de référence était l'objectif commun de prospérité économique et d'amélioration sociale dans le cadre d'une coopération économique et d'un renforcement de l'intégration régionale, le but étant de répondre aux besoins de l'économie mondiale au XXI<sup>e</sup> siècle.

2. Nous avons réaffirmé que l'expansion commerciale était un facteur important de la croissance et du développement économiques durables indispensables pour améliorer la vie des populations. Nous avons lancé un appel pour qu'un nouveau cycle de négociations de l'OMC soit rapidement lancé afin de maintenir et de renforcer la dynamique de la libéralisation commerciale, et nous sommes convenus de renforcer la confiance pour parvenir à cette fin. Nous avons examiné les relations qui existent entre les cadres du commerce unilatéral, sous-régional et multilatéral dans lesquels s'inscrit la mise en œuvre de l'engagement contracté à Bogor par les dirigeants économiques de l'APEC de libéraliser complètement les échanges et les investissements. Nous avons également examiné les progrès et les résultats obtenus à ce jour dans le cadre des programmes de travail de l'APEC et avons demandé aux hauts responsables de faire rapport aux ministres et aux dirigeants en novembre.

### **I. UNE DÉCENNIE DE PROGRÈS**

3. Ce n'est pas par hasard que, dans certains pays de l'APEC, le niveau de vie figure parmi ceux dont la croissance est la plus rapide dans le monde. La prospérité est due à une plus forte intégration dans l'économie mondiale grâce à la plus grande ouverture des échanges et des investissements. La croissance économique qui en découle est primordiale pour l'atténuation et l'éradication de la pauvreté. Cela signifie également que les entreprises peuvent saisir les nouvelles opportunités avec davantage d'assurance et que l'État peut s'attendre à un renforcement de la base des recettes. La croissance économique développe l'emploi et la capacité de répondre aux préoccupations sociales pressantes de ceux qui pourraient être défavorisés par l'évolution économique.

4. L'APEC joue un rôle fondamental dans l'instauration de ce dynamisme grâce à une coopération de grande ampleur, notamment l'élaboration de politiques rationnelles et le renforcement de la capacité d'assurer leur mise en œuvre.

5. La récente crise économique a attiré l'attention sur la nécessité de consolider et de poursuivre la politique d'ouverture et de changements structurels pour relever les défis à venir et construire des économies robustes capables de résister à des risques imprévus. Ce processus prendra de plus en plus d'importance vu que le rythme de la mondialisation et des changements structurels suscite de nouvelles préoccupations dans certaines parties de nos communautés, en particulier lorsque le partage des avantages n'est pas égal.

6. Nous reconnaissons qu'il est nécessaire de relever un tel défi. Nous devons agir davantage pour expliquer comment une plus forte intégration dans l'économie mondiale amènera le progrès économique et social. Compte tenu de ce qui précède, nous accueillons avec satisfaction le rapport intérimaire intitulé "APEC - a decade of progress" (APEC - une décennie de progrès) établi pour la présente réunion. Nous donnons notre accord pour qu'il soit distribué pour un usage provisoire en attendant qu'il soit complété et présenté aux ministres et aux dirigeants en novembre.

## **II. LA PROSPÉRITÉ ET LE SYSTÈME COMMERCIAL MULTILATÉRAL**

7. La prospérité économique et le développement social que nous souhaitons assurer à nos pays découleront en partie de la plus grande ouverture susceptible d'être favorisée par de vastes négociations multilatérales menées au sein de l'OMC. En conséquence, nous demeurons fermement déterminés à poursuivre la libéralisation commerciale multilatérale ainsi qu'à renforcer et à améliorer le système commercial mondial fondé sur des règles, dans l'intérêt de tous les pays. Nous avons reconnu qu'il était nécessaire d'intensifier nos efforts pour assurer ces objectifs d'un soutien plus important de la communauté.

8. Nous réaffirmons que nous sommes fermement résolus à faire en sorte qu'un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales soit rapidement lancé et à œuvrer en vue d'atteindre nos objectifs collectifs à l'égard de l'OMC comme l'ont indiqué nos dirigeants et ministres à Auckland l'année dernière. Nous lançons un appel pour que les efforts soient redoublés afin de dégager le consensus mondial nécessaire au lancement d'un cycle de négociations dans les meilleurs délais. À cet égard, nous avons apprécié la présence de M. Mike Moore, Directeur général de l'OMC, et sa précieuse contribution à nos débats. Nous sommes convenus que le renforcement de la confiance dans les négociations commerciales multilatérales était essentiel pour le lancement d'un nouveau cycle et avons arrêté des mesures visant à renforcer l'aptitude des pays en développement Membres de l'APEC à mettre en œuvre les Accords de l'OMC et à se préparer pour un nouveau cycle de négociations.

9. Nous saluons le début, à Genève, des négociations prescrites sur l'agriculture et les services. Compte tenu des objectifs pertinents fixés par les dirigeants à Auckland, nous avons favorisé la réalisation d'importants progrès dans ces domaines. Il en découlerait une incidence positive sur les négociations multilatérales.

10. Nous sommes convenus qu'un nouveau cycle de négociations exigerait un programme équilibré et suffisamment large pour répondre aux intérêts de tous les Membres de l'OMC. Une attention particulière devrait être accordée aux besoins des pays en développement et des pays les moins avancés en matière de développement.

11. Nous sommes également convenus que le succès du lancement et de la conduite d'un cycle de négociations ainsi que le rapide achèvement de ce dernier passaient obligatoirement par la volonté

politique et la souplesse de tous les participants, par des travaux préparatoires suffisants et par le renforcement des capacités.

12. Nous nous félicitons des mesures récemment adoptées à Genève en vue de renforcer la confiance, y compris celles concernant l'accès aux marchés pour les pays les moins avancés et celles relatives aux questions liées à la mise en œuvre des Accords de l'OMC. Nous demandons instamment une mise en œuvre rapide et effective de ces accords ainsi que la participation d'un plus grand nombre de pays membres de l'APEC à l'initiative relative à l'accès aux marchés pour les PMA.

13. Pour hâter le lancement d'un cycle de négociations, nous réaffirmons notre adhésion à la Déclaration des dirigeants de l'APEC et à la Déclaration des ministres faites à Auckland l'année dernière et souhaitons également faire part des éléments suivants.

14. Premièrement, nous annonçons un nouveau plan stratégique destiné à renforcer la capacité de mettre en œuvre les Accords de l'OMC et à consolider les avantages découlant de l'adhésion à l'OMC. Le plan stratégique vise à offrir aux pays en développement membres de l'APEC une assistance technique sur mesure qui les rendra plus aptes à mettre en œuvre les Accords de l'OMC. Nous demandons aux hauts responsables de coordonner une étude des besoins de ces pays, d'analyser et d'évaluer les systèmes de coopération internationaux existants et d'élaborer un plan visant à améliorer la coordination et l'efficacité des activités de renforcement des capacités. Les résultats de ces travaux seront présentés aux ministres en novembre. Par ailleurs, nous saluons les travaux très utiles de renforcement des capacités déjà effectués dans le cadre de l'APEC pour faciliter la mise en œuvre de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce et nous avalisons la Déclaration commune figurant à l'annexe C.

15. Deuxièmement, rappelant l'accord auquel sont parvenus nos dirigeants et nos ministres à Auckland, nous demandons que soient engagés dans le cadre de l'OMC des travaux préparatoires concernant les droits de douane appliqués aux produits industriels et à d'autres domaines connexes, dans le cadre de la préparation du nouveau cycle de négociations, sans préjudice du programme général prévu pour les négociations.

16. Troisièmement, répondant aux besoins de l'économie mondialisée et reconnaissant l'essor extraordinaire du commerce électronique dans la nouvelle économie, nous annonçons aujourd'hui l'application, à l'échelle de l'APEC, d'un moratoire concernant les droits de douane frappant les transmissions électroniques et ce, jusqu'à la prochaine Conférence ministérielle de l'OMC. Nous encourageons les autres pays à faire de même. Nous demandons également la poursuite du programme de travail relatif au commerce électronique avec une meilleure coordination horizontale entre les organes pertinents de l'OMC.

17. Quatrièmement, pour faciliter la compréhension mutuelle des problèmes et partager l'expérience acquise en ce qui concerne la politique appliquée aux investissements et à la concurrence, l'APEC tiendra des séminaires sur ces questions et tirera parti des travaux analytiques actuellement menés dans le domaine de la concurrence et des investissements, dont les résultats devront également faire l'objet d'un rapport aux ministres en novembre.

18. Nous nous félicitons également des progrès substantiels réalisés au cours de l'année passée dans le cadre des négociations concernant l'accession de la Chine à l'OMC et demandons instamment aux Membres de l'OMC de s'employer activement à mener rapidement les négociations à terme pour que la Chine puisse accéder à l'Organisation le plus tôt possible. Nous sommes également favorables à une rapide accession du Taipei chinois et à la progression du processus d'accession concernant la Russie et le Viet Nam.

### III. ÉVOLUTION RÉCENTE DES ACCORDS COMMERCIAUX SOUS-RÉGIONAUX

19. Les pays de l'APEC poursuivent le processus de libéralisation complète des échanges et des investissements dans le cadre de mesures unilatérales, régionales et multilatérales visant à réduire les obstacles et à améliorer les aspects pertinents de la politique intérieure.

20. Nous avons examiné les accords commerciaux sous-régionaux et leur relation avec l'OMC et la politique de l'APEC. Nous sommes convenus que les arrangements commerciaux sous-régionaux devraient être compatibles avec les règles de l'OMC. Nous estimons qu'ils devraient être conformes à l'architecture de l'APEC et favoriser les objectifs et principes de l'APEC.

21. Nous saluons la proposition de réaliser une étude sur les accords commerciaux sous-régionaux et les accords d'investissement bilatéraux en vigueur et demandons aux hauts responsables d'approfondir cette étude.

### IV. AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE DE L'APEC

22. Nous avons passé en revue les progrès et les résultats de l'ensemble étoffé de travaux entrepris dans le cadre de l'APEC pour améliorer le cadre des activités économiques dans la région. Nous sommes convenus de la nécessité de mieux faire connaître les réalisations obtenues grâce à la coopération au sein de l'APEC.

23. Nous lançons aujourd'hui une nouvelle publication "APEC: Getting Results for Business" (APEC: Des résultats pour les entreprises) et un nouveau site Web "BizApec.com", qui est la source unique de renseignements concernant les activités économiques dans la région Asie-Pacifique.

24. Nous prévoyons en outre que les ressources susmentionnées destinées aux activités économiques seront davantage renforcées avec l'achèvement, d'ici à novembre, d'un nouveau modèle de présentation de rapport fondé sur le Web pour les plans d'action individuels. Ce nouveau modèle de présentation assurera un accès en ligne plus étendu, plus rapide et plus facile à des comptes rendus transparents, complets et spécifiques des progrès réalisés par nos pays dans la poursuite des objectifs communs définis à Bogor.

25. Nous attachons une grande valeur à l'opinion de nos communautés économiques et en tenons compte pour améliorer nos efforts dans les domaines où les travaux de l'APEC peuvent être des plus utiles. Comme l'ont indiqué nos dirigeants à Auckland, nous réaffirmons qu'il est primordial de poursuivre le dialogue avec le secteur privé, à tous les niveaux, pour maintenir le dynamisme et la pertinence de l'APEC. Les solides progrès réalisés dans l'amélioration des plans d'action individuels répondent à l'appel lancé par le Conseil consultatif des gens d'affaires de l'APEC (ABAC) pour que la communication de renseignements soit améliorée. Notre initiative concernant le renforcement de l'infrastructure économique et juridique contribuera à rendre plus sûr et plus prévisible l'environnement économique de la région.

26. Nous avons par conséquent apprécié les renseignements qui nous ont été communiqués ici à Darwin par la Présidence de l'ABAC. Nous nous félicitons également des progrès signalés au sujet de la collaboration de haut niveau entre le secteur public et le secteur privé dans le cadre du dialogue sur l'industrie automobile et nous encourageons nos gouvernements à étudier les recommandations formulées. Nous demandons aux hauts responsables de faire en sorte que les autres instances spécialisées de l'APEC travaillent en étroite collaboration avec les entités qui participent au dialogue sur l'industrie automobile.

27. Par ailleurs, nous sommes convenus d'améliorer les résultats déjà obtenus pour les entreprises dans de nombreux pays de l'APEC grâce à une réduction des coûts administratifs et à des moyens plus

aisés de faire des transactions avec les pouvoirs publics au moyen du commerce électronique. Il reste à résoudre de nombreux problèmes dans la création d'un environnement juridique et réglementaire transparent et cohérent et de systèmes électroniques neutres du point de vue technologique et interopérables. Nous demandons à nos hauts responsables d'étudier les moyens d'offrir les services d'information publics en ligne y compris, selon qu'il sera approprié, les services relatifs aux marchés publics et à l'administration du commerce, et d'en faire rapport aux ministres et aux dirigeants en novembre. Nous saluons l'offre de la Chine d'accueillir en 2001 un symposium de haut niveau sur le commerce sans papier.

## **V. RÉSULTATS RÉCEMMENT OBTENUS DANS LE CADRE DE L'APEC**

28. Les efforts que nous déployons en tant que Ministres chargés du commerce sont complétés par les résultats obtenus dans d'autres instances de l'APEC.

29. Nous reconnaissons que la qualification et l'éducation de nos populations sont primordiales pour la réalisation de nos objectifs. À cet égard, nous nous félicitons de l'engagement pris par les Ministres de l'éducation des pays de l'APEC à la réunion récemment tenue à Singapour de continuer à appuyer les efforts visant à promouvoir la collaboration dans le domaine de l'enseignement, notamment le développement de l'apprentissage dans nos sociétés.

30. Par ailleurs, nous nous félicitons du fait que, dans le cadre du thème qui fait l'objet de l'APEC 2000, le Brunéi Darussalam accorde la priorité à la mise en valeur des ressources humaines. Nous encourageons son initiative concernant la collaboration avec les responsables de l'APEC chargés de mettre en valeur les ressources humaines et avec les représentants des entreprises, du secteur de la formation et du secteur de l'éducation afin d'élaborer, dans le domaine de la mise en valeur des ressources humaines, une démarche opérationnelle plus ciblée adaptée aux besoins croissants de nos communautés.

31. Nous saluons l'approche favorable à la concurrence et fondée sur le marché choisie par les Ministres de l'APEC responsables des secteurs des télécommunications et de l'information lorsqu'ils ont adopté, dans la Déclaration de Cancún, les principes de l'APEC se rapportant aux arrangements internationaux concernant l'imputation des coûts relatifs à Internet, les principes de l'APEC relatifs à l'interconnexion et les questions à examiner dans l'élaboration de la politique relative à l'authentification électronique. Cette progression vers un environnement plus ouvert et plus concurrentiel donnera un élan considérable au commerce des services de télécommunication et des technologies de l'information.

32. Nous notons et saluons l'engagement pris par les Ministres de l'énergie de l'APEC, à la quatrième réunion des Ministres de l'énergie, de privilégier la mise en œuvre d'initiatives concernant la politique de l'énergie, la réforme réglementaire et la coopération technologique. Ces initiatives visent les principes et les pratiques exemplaires à appliquer aux producteurs d'électricité indépendants et à l'exploitation du gaz naturel, ainsi que les principes élaborés par les entreprises et définissant des critères à appliquer pour la réforme du secteur de l'énergie dans la région de l'APEC. En même temps, elles renforcent le dialogue entre les gouvernements des pays Membres sur des questions se rapportant au domaine de l'énergie telles que sécurité, infrastructure, réforme du marché, efficacité et relation avec l'environnement. En outre, nous nous félicitons de la stratégie innovante adoptée par les Ministres de l'énergie afin de faciliter la mise en œuvre des initiatives susmentionnées grâce à des conseils pratiques dispensés par des équipes d'experts, et nous encourageons les pays de l'APEC à tirer parti de cette aide précieuse.

33. Par ailleurs, nous notons avec satisfaction les grands progrès réalisés dans les travaux du Groupe du travail sur les transports, notamment dans l'étude des avantages et des difficultés liés à la mise en œuvre des huit recommandations visant à ouvrir davantage à la concurrence les services

aériens et à définir d'autres moyens de libéraliser ces services. Nous encourageons tous les pays à participer pleinement à l'étude, qui pourra les aider à déterminer le rythme et l'orientation des changements qu'ils souhaitent apporter à la réglementation de leurs services aériens internationaux.

34. De même, nous notons avec satisfaction le rapport du Groupe d'experts en coopération technique agricole sur les travaux déjà effectués au sein de l'APEC dans le domaine de la biotechnologie agricole et nous approuvons le programme de travail fort utile élaboré pour l'an 2000 et pour le moyen terme. Nous réaffirmons la déclaration faite par les ministres à Auckland concernant l'importance d'élaborer des approches transparentes et fondées sur des données scientifiques pour la création et l'utilisation de produits issus de la biotechnologie, ainsi que l'importance de la coopération technique, de l'échange d'informations sur les nouvelles technologies et du renforcement des capacités dans ce domaine. Ces activités devraient tenir compte des règles de l'OMC et de l'intérêt des consommateurs pour la sécurité alimentaire et la qualité de l'environnement, et elles devraient faciliter l'exploitation des avantages potentiels de cette technologie.

35. Les Ministres de l'Australie; de Brunéi Darussalam; du Canada; du Chili; de la République populaire de Chine; de Hong Kong, Chine; de l'Indonésie; du Japon; de la République de Corée; de la Malaisie; du Mexique; de la Nouvelle-Zélande; de la Papouasie-Nouvelle-Guinée; du Pérou; de la République des Philippines; de la Russie; de Singapour; du Taipei chinois; de la Thaïlande; des États-Unis d'Amérique et du Viet Nam ont participé à la réunion. Étaient également présents les membres du Secrétariat de l'APEC, de même que, à titre d'observateurs, les membres du Secrétariat de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), du Secrétariat du Conseil de coopération économique avec les pays du Pacifique (PECC) et du Forum du Pacifique Sud.

## ANNEXE C

### Déclaration commune concernant la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur les ADPIC

36. Tous les pays membres de l'APEC reconnaissent le rôle important joué par l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les ADPIC) administré par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), étant entendu qu'une protection appropriée des droits de propriété intellectuelle contribue au développement économique des pays de l'APEC ainsi qu'à la promotion des échanges et des investissements dans la région. Ainsi, l'un des objectifs du programme d'action adopté à la réunion des dirigeants économiques de l'APEC qui s'est tenue à Osaka en novembre 1995 est de faire en sorte que les membres de l'APEC mettent pleinement en œuvre l'Accord sur les ADPIC au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2000.

37. Les membres de l'APEC ont élaboré le plan d'action collectif dans le cadre du Groupe d'experts de l'APEC en matière de droits de propriété intellectuelle afin de promouvoir la coopération technique, le but étant de mettre en œuvre l'Accord sur les ADPIC et d'apporter des avantages durables aux pays membres grâce à l'application dynamique des droits de propriété intellectuelle. Chacun des membres de l'APEC a également amélioré son régime de propriété intellectuelle dans le cadre du plan d'action individuel.

38. Les pays de l'APEC demeurent fermement résolus à réaliser l'objectif fixé, qui est de mettre pleinement en œuvre, en l'an 2000 et dans l'ensemble de la région de l'APEC, l'Accord sur les ADPIC et ils ont hâte d'atteindre le stade final qui permettra à tous les pays de l'APEC également Membres de l'OMC de se conformer entièrement aux normes et dispositions relatives aux ADPIC.

39. Les pays de l'APEC reconnaissent les progrès considérables qui ont été réalisés dans leur région pour promouvoir et renforcer l'administration de la propriété intellectuelle et les moyens de faire respecter les droits conformément aux normes relatives aux ADPIC, et notent que cela a entraîné, en relativement peu de temps, une importante évolution des dispositions législatives et de l'infrastructure dans de nombreux pays. Ils affirment à nouveau qu'ils sont déterminés à poursuivre la coopération technique pour assurer la mise en œuvre complète et durable de l'Accord sur les ADPIC de manière que la protection des droits de propriété intellectuelle et les moyens de les faire respecter contribuent à la promotion des innovations techniques ainsi qu'au transfert et à la diffusion des technologies, dans l'intérêt mutuel des producteurs et des utilisateurs des connaissances techniques et d'une manière qui favorise le bien-être social et économique ainsi que l'équilibre des droits et obligations. Par ailleurs, ils réaffirment qu'ils sont résolus à assurer le développement des compétences nécessaires pour faire bénéficier tous les pays de l'APEC des avantages économiques et sociaux potentiels apportés par les droits de propriété intellectuelle.

40. Reconnaissant qu'il est de manière générale nécessaire que le public soit davantage informé des droits de propriété intellectuelle et qu'il y ait une plus large diffusion des renseignements pratiques concernant l'application effective du régime de propriété intellectuelle dans la région de l'APEC, les membres de l'APEC ont décidé de mettre en place une plus large coopération dans la région concernant la planification, l'élaboration et l'application de programmes éducatifs publics se rapportant à la propriété intellectuelle.

---